



## **Déclaration préalable FSU 90 au CDEN du 18 octobre 2013**

Monsieur le Préfet, Monsieur le DASEN

A l'heure où notre département a été mis à l'honneur avec la visite de la ministre déléguée à la réussite éducative, nous déplorons les conditions de la rentrée scolaire 2013. Certes l'hémorragie a été stoppée mais un certain nombre de problèmes subsistent. Les 3 postes octroyés pour le Territoire de Belfort n'ont pas suffi à donner des conditions d'enseignement correctes pour les élèves et les enseignants. En effet, nous sommes le 18 octobre et trop de classes sont sans remplaçant suite aux fermetures répétées de postes au fil des cartes scolaires passées. A peine abordés dans le texte de loi de la refondation de l'école et absents de la table ronde organisée autour de Madame la ministre déléguée, les RASED, sont sacrifiés alors qu'ils représentent au côté des équipes pédagogiques l'élément clé de la gestion de la grande difficulté scolaire. La FSU90 continue à dénoncer les effets négatifs des suppressions de postes des années passées et attend toujours un signe fort du nouveau gouvernement. Enfin, la carte scolaire que vous nous proposez aujourd'hui maltraite les maternelles. Certaines écoles qui atteignent le seuil se voient refuser des ouvertures. De plus, l'accueil des enfants de moins de 3 ans en petite section est insatisfaisant, du fait des effectifs trop lourds.

Concernant la réforme des rythmes scolaires- aucunement abordée dans ce CDEN, nous nous en étonnons- nous ne changeons pas notre position largement abordée lors du dernier CDEN de juin. Nous y avons souligné la précipitation du calendrier de mise en place pour la rentrée 2013. Ce constat reste malheureusement d'actualité puisque la date butoir du 15 novembre (certes repoussée dernièrement au 11 décembre, mais les conseils d'école sont invités par M. Mellon à se réunir entre le 4 et le 8 novembre) nous paraît illusoire pour à la fois tirer un bilan de l'existant, consulter les parents d'élèves qui ont été élus le 11 octobre et préparer des projections crédibles pour la rentrée 2014. La FSU90 a pris et prendra toute sa place dans le comité de suivi de cette réforme pour relayer la parole du terrain dans l'intérêt d'un fonctionnement pertinent et efficace du service public d'éducation pour la réussite de tous les élèves. Nous souhaitons que les écoles actuellement à 4 jours et demi puissent avoir la garantie, comme vous l'aviez annoncé en juin, qu'elles pourront

proposer des aménagements à l'organisation actuelle, par le biais de leur conseil d'école. Ces propositions de modifications d'horaires, fortes d'un retour d'expérience, devront être entendues et prises en compte dans votre décision finale pour la rentrée 2014.

La situation dans le second degré n'est guère plus acceptable. Les effectifs par classe restent trop élevés, les postes des enseignants sont souvent éclatés entre plusieurs établissements et les services de la vie scolaire ont connu une dégradation dans leur fonctionnement. En effet, sur ce dernier point, la politique de l'emploi du gouvernement nous paraît contradictoire et favorise la précarité dans la fonction publique. La FSU90 exige des créations de postes pérennes, attachés à un statut et accompagnés par une vraie formation continue. Enfin, nous rappelons que les conditions actuelles d'enseignement empêchent les collègues de prendre en charge toute la diversité des élèves.